

VENEZUELA, UNE RÉVOLUTION SANS RÉVOLUTION ?

ENTRETIEN AVEC MARC SAINT-UPÉRY*

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE NORDMANN**

Que se passe-t-il vraiment au Venezuela ? Contre les représentations hâtives qui, négligeant l'examen précis des faits, tantôt diabolisent tantôt idéalisent le régime de Chávez, contre la tendance à plaquer sur l'Amérique du Sud, en toute indifférence à la réalité, des mythes censément mobilisateurs, nous avons voulu ici revenir avec Marc Saint-Upéry sur le bilan sévère qu'il fait, chiffres à l'appui, de ce qui se joue actuellement au Venezuela. Une façon d'interroger, plus généralement, ce qui définit un gouvernement de gauche.

Qu'en est-il vraiment du bilan social d'Hugo Chávez ? Certains y voient une réduction sans précédent de la pauvreté, d'autres parlent de mesures électoralistes.

La courbe de popularité de Chávez coïncide de façon frappante avec celle des dépenses publiques et la variation de ces dernières est effectivement très étroitement liée au calendrier électoral¹. Chávez a lui-même candidement avoué que l'idée des « missions » bolivariennes avait été improvisée dans l'urgence à partir de fin 2003, avec l'aide cruciale de Fidel Castro et au vu des enquêtes qui donnaient le leader bolivarien perdant dans le référendum révocatoire prévu en 2004². Cela dit, ces programmes ont incontestablement amélioré la vie des plus pauvres. En 1998, 43,9 % de la population était pauvre et 17,1 % extrêmement pauvre. En 2011, on comptait 26,7 % de pauvres et 7 % d'individus vivant dans l'extrême pauvreté. On constate toutefois un ralentissement notable de cette réduction : elle est de 16,4 points entre le deuxième semestre 2004 et le deuxième semestre 2006³ et de seulement 1,8 points au cours des quatre années qui ont suivi. Aujourd'hui, il y a encore près de 30 % de pauvres au Venezuela, et les 4 millions de personnes qui ont échappé statistiquement à la pauvreté ou à l'extrême pauvreté ne vivent pas pour autant dans des conditions toujours très enviables. D'autres éléments de leur qualité de vie se sont souvent détériorés en raison de graves problèmes d'infrastructures, d'inflation (plus de 25 %) et de sous-emploi, sans parler de l'explosion de l'insécurité. Le Venezuela de Chavez connaît le taux de mortalité criminelle le plus élevé du continent.

Mais au-delà des statistiques, il y a un problème structurel. La politique sociale de Chávez obéit à

ce qu'un écrivain vénézuélien désignait comme une « *culture de campement* ». Les missions bolivariennes en matière de santé, d'éducation, etc., sont des opérations de commando extra-institutionnelles, sans horizon soutenable défini, parfois militarisées, ou bien directement gérées par un État étranger. Non seulement ce *modus operandi* ne correspond guère à la logique d'une véritable politique sociale d'État, mais il contribue paradoxalement à l'érosion de la capacité d'intervention de la puissance publique et du contrôle démocratique des comptes de la nation. Outre son caractère erratique, la dépense sociale financée par les revenus du pétrole – le prix du baril est passé de 10 dollars en 1998 à plus de 100 dollars ces dernières années – est presque totalement discrétionnaire et soustraite à tout contrôle parlementaire ou citoyen. Par ailleurs la droite, qui sait bien qu'elle doit affronter la fracture sociale si elle veut reconquérir le pouvoir, s'est déclarée très sincèrement prête à perpétuer les « missions » et même à en faire une obligation légale. Elles sont en effet tout à fait compatibles avec les privatisations et le démantèlement parallèle de l'État, et elles permettent de surcroît d'évacuer l'exigence d'une réforme fiscale progressiste.

Vous parlez par ailleurs de « criminalisation des mouvements sociaux et du syndicalisme de lutte ». Pouvez-vous expliciter cette affirmation plutôt surprenante ?

Dans la période 2002-2004, les manifestations de rue étaient souvent massives, mais essentiellement liées aux expressions cycliques de la polarisation politique entre la classe moyenne antichaviste et les partisans du gouvernement, surtout à Caracas. Or, depuis

*Marc Saint-Upéry est journaliste, éditeur et traducteur ; il est notamment l'auteur de *Le Rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines* (La Découverte, 2007) ; il réside en Équateur.

**Charlotte Nordmann est traductrice, essayiste et membre du collectif éditorial de la *RdL*.

2006-2007, on constate sous une forme plus dispersée et localisée une véritable explosion des protestations sur la voie publique ; elles sont généralement animées par des acteurs populaires appartenant à la base sociale du chavisme et mobilisés en défense de revendications portant sur leurs conditions de vie.

Aux yeux de Chávez, « l'autonomie du mouvement syndical est un poison contre-révolutionnaire hérité du régime antérieur ».

En modifiant la législation existante et en promulguant de nouvelles lois « antiterroristes », le gouvernement a instauré des peines de prison pour des activités jadis tolérées ou considérées comme légitimes, comme l'obstruction de la voie publique. Ces dernières années, plus de 2 500 activistes sociaux ont ainsi fait l'objet de poursuites pénales, et une trentaine d'entre eux ont été incarcérés.

En outre, aux yeux de Chávez, « *l'autonomie du mouvement syndical est un poison contre-révolutionnaire hérité du régime antérieur* » (sic). Après avoir tenté en vain de détruire la CTV, le syndicat social-démocrate traditionnel lié à l'opposition, le régime a créé sa propre centrale. Le problème, pour le pouvoir, c'est qu'on trouve dans ses rangs de vrais syndicalistes luttant pour leurs revendications et ne souhaitant pas passer sous la coupe du parti officiel, le PSUV. À dater de 2011, un total de 120 militants syndicaux avaient ainsi fait l'objet de poursuites pénales pour avoir exercé pacifiquement leur droit de grève ou de protestation ; plus de la moitié d'entre eux sont des sympathisants du gouvernement. Il y a pire : certains syndicalistes sont traduits devant des tribunaux militaires sous prétexte de « violation de la zone de sécurité », un chef d'accusation parfaitement

fantaisiste inventé par le régime et taillé sur mesure pour permettre la répression des conflits du travail dans les entreprises prétendument « stratégiques », définies comme telles de façon tout aussi arbitraire.

Comment concilier cette réalité avec le discours de Chávez sur la « révolution » et le « socialisme » ?

Il y a une gauche chaviste sincère – mais paradoxalement de plus en plus marginalisée depuis que Chávez a promulgué officiellement la marche vers le « socialisme » en 2007 – qui est convaincue qu'il existe au Venezuela une dynamique révolutionnaire partiellement confisquée par la bureaucratie chaviste et la « bolibourgeoisie » [NdLR : de « Bolivar » et « bourgeoisie » : hommes d'affaires, fonctionnaires et banquiers qui se sont considérablement enrichis sous Chavez], et qu'il faut donc faire une « révolution dans la révolution ». À mon avis, ces militants sont victimes de ce que j'appellerais une grave « illusion métonymique ». Certains des processus de lutte et d'auto-organisation à la base qu'ils décrivent sont réels, mais ils sont aussi bien plus minoritaires et dispersés qu'ils ne le suggèrent, et sans impact majeur sur la dynamique de fond du régime. Cette dernière n'est d'ailleurs pas vraiment nouvelle, mais reflète une logique de rénovation partielle des élites dont on a déjà vu des exemples à la fin des années 1940 et dans les années 1960. Il y a une « émergence plébéienne » au Venezuela et dans d'autres sociétés de la région, et c'est un phénomène globalement positif, mais ce n'est pas du tout la même chose qu'une dynamique populaire révolutionnaire.

Chávez a stimulé une espèce d'*empowerment* symbolique des secteurs marginalisés, il a politisé la question sociale et mis en œuvre des transferts massifs de revenus pétroliers. Mais sur le fond, la « révolution bolivarienne » s'est limitée à passer une couche de peinture rouge sur le modèle de capitalisme d'État rentier, gaspilleur et clientéliste-parasitaire typique

EXTRAIT: L'ORIGINE DES « MISSIONS » SOCIALES BOLIVARIENNES

Il faut se souvenir que suite au coup d'État [NdT : d'avril 2002], à l'usure du gouvernement, à la crise de gouvernabilité, à la crise économique et à nos propres erreurs, il y a eu un moment où nous nous sommes retrouvés à égalité avec l'opposition, voire derrière elle. Il y a un institut de sondages international recommandé par un ami qui est venu vers le milieu de l'année 2003, ils ont passé à peu près deux mois ici, et ils sont venus me voir au Palais présidentiel pour me transmettre une nouvelle explosive : « *Président, si*

le référendum avait lieu aujourd'hui, vous perdriez. » Je me souviens que ce soir-là, ça a fait sur moi l'effet d'une bombe... C'est à ce moment-là que nous avons commencé à travailler avec les missions : nous avons conçu la première et j'ai demandé son aide à Fidel. Je lui ai dit : « Écoute, j'ai une idée : attaquer par en bas de toutes nos forces », et il m'a dit : « *S'il y a un domaine où je m'y connais, c'est bien celui-là, compte sur moi.* » Et les médecins ont commencé à arriver par centaines, un véritable pont

aérien, des avions qui viennent, des avions qui s'en vont à la recherche de ressources... Et nous avons commencé à inventer les missions... et alors nous avons commencé à remonter dans les sondages, et les sondages ne mentent pas. Il n'y a pas de magie dans cette affaire, c'est de la politique, il n'y a pas de magie, et vous voyez les résultats.

Discours du président Hugo Chávez, Taller de alto nivel : « El nuevo mapa estratégico », 12-13 nov. 2004.



du « Venezuela saoudite » pendant ses phases de prospérité. Les tendances structurelles lourdes de l'économie vénézuélienne démentent une quelconque évolution dans un sens « socialiste ». Comme le signale un ancien ministre du gouvernement bolivarien, Victor Álvarez, le poids du secteur privé dans

l'économie a progressé de 64,7 % en 1998 à plus de 70 % aujourd'hui et l'amélioration de la situation des salariés « occulte le fait bien réel que les détenteurs de capitaux ont beaucoup plus prospéré que les travailleurs ». Le secteur productif non pétrolier a périçité et la dépendance par rapport aux importations

technologiques et alimentaires a augmenté. Quant au poids de l'économie sociale (coopératives, « entreprises de production sociale »), il est seulement passé de 0,5 % à 1,6 % et masque en fait bien souvent des stratégies de flexibilisation du travail et de sous-traitance au rabais de tâches qui devraient relever du secteur public.

Le secteur nationalisé bolivarien a réussi l'exploit de passer directement à une phase de stagnation de type brejnévien sans connaître la phase de productivité basée sur l'accumulation extensive qu'a tout de même vécu l'Union soviétique.

N'y a-t-il pas toutefois une récupération au profit du peuple du contrôle de secteurs clés de l'économie ?

C'est ce que prétend la propagande chaviste et pro-chaviste, mais même de ce point de vue-là, le Venezuela est un cas d'espèce assez insolite. Premièrement, la politique de nationalisation du régime a fréquemment ciblé telle ou telle entreprise pas nécessairement vitale, ou bien tel ou tel canard boiteux, pour des raisons étroitement contingentes et politiciennes. Les résultats ont le plus souvent été désastreux, ce qui a contribué à renforcer l'idéologie néolibérale en paraissant démontrer que la gestion de l'État est systématiquement inefficace et corrompue – alors même qu'il y a des entreprises publiques qui fonctionnent fort bien ailleurs en Amérique latine. Le secteur nationalisé bolivarien (notons que le pétrole était déjà nationalisé) a réussi l'exploit de passer directement à une phase de stagnation de type brejnévien sans connaître la phase de productivité basée sur l'accumulation extensive qu'a tout de même vécu l'Union soviétique à l'époque de l'industrialisation stalinienne. Deuxièmement, plus qu'un modèle socialiste, on pourrait voir dans le Venezuela de Chávez un nouvel exemple de développement socio-économique de type « national-populaire », avec des précédents classiques en Amérique latine. Pourtant, ce qui le différencie étrangement d'expériences du type de celle de Vargas au Brésil ou Perón en Argentine dans les années 1940 et 1950 – à part son caractère ultra-rentier et son niveau d'inefficacité abyssal (une inefficacité « *plus redoutable que l'Empire* », a avoué une fois Chávez) –, c'est qu'il s'agit d'un national-développementisme sans promotion d'une bourgeoisie nationale ni alliance

avec elle. Pour l'essentiel, Chávez fait du développement « national » avec le grand capital brésilien, les multinationales chinoises et le patronat colombien.

Si la réalité est telle que vous la décrivez, comment expliquer la ferveur que suscite Chávez dans certains secteurs de la gauche en Europe et en France ?

Le prestige international du régime bolivarien a quand même nettement décliné au cours de ces dernières années, pour toutes sortes de raisons. Citons entre autres : une perception plus ou moins confuse du décalage entre rhétorique et réalité, avec en particulier la démonétisation d'un « anti-impérialisme » histrionique qui n'arrive plus à occulter d'excellentes relations pétro-commerciales avec les États-Unis et une véritable idylle avec le président colombien Juan Manuel Santos, allié crucial de Washington ; la réévaluation positive des résultats et de l'importance du Brésil de Lula et Dilma Rousseff ; la réaction aberrante et même criminelle de Chávez aux révolutions arabes⁴. La « ferveur » que vous mentionnez a été récemment « réchauffée » de façon un peu artificielle grâce aux efforts médiatiquement très calculés de certains acteurs politiques français en mal de mythe mobilisateur. Si vous avez une trajectoire de confortable notable social-démocrate et que vous souhaitez vous réinventer en farouche tribun robespierriste-guevariste, agiter la bannière bolivarienne est quand même assez pratique. Et puis, si Chávez est capable de déclarer que Kadhafi est un « *Bolívar africain* » et Assad un « *humaniste socialiste* », pourquoi s'étonner que tel ou tel homme politique français soit assez naïf ou irresponsable pour voir dans le Venezuela un grand modèle d'alternative anticapitaliste ? En réalité, quand bien même on aurait une appréciation ultra-positive du bilan de Chávez, le contexte de son action est tellement différent – manne pétrolière de type saoudien, faible différenciation productive, structure sociale inégalitaire à salariat formel peu développé, faible teneur républicaine des institutions – qu'il n'y a guère de leçons à en tirer pour affronter les graves défis auxquels est confrontée la gauche en Europe.

Mais le plus grave, c'est que des gens de gauche choisissent l'aveuglement volontaire ou la sous-estimation opportuniste face au caractère inadmissible de pratiques ultra-autoritaires, manipulatrices, corrompues, désinstitutionnalisantes ou dégradantes qui sont monnaie courante dans le Venezuela de Chávez et feraient aussitôt grimper aux rideaux le Parti de Gauche ou le NPA si elles étaient mises en œuvre en France. Sauf qu'en Amérique latine, vous comprenez, ça fait partie d'un sympathique folklore tropical, et puis « ils redistribuent l'argent du pétrole

aux pauvres », et puis « ils font la révolution »... Tout cela relève d'une complaisance paternaliste qui est à la limite du racisme.

Comme le signalait le philosophe marxiste Ernst Bloch, les grandes conquêtes des Lumières, *l'habeas corpus*, la liberté d'expression, la séparation des pouvoirs, la garantie d'un juste procès, aussi imparfaites, limitées ou contraintes qu'elles puissent être dans telle ou telle « démocratie réellement existante », ne sont pas des libertés « bourgeoises » ou « formelles » : elles sont une « orthopédie du marcher debout ». Il y a trop de gens dans la gauche latino-américaine – et apparemment, hélas, pas seulement latino-américaine – qui ne souhaitent pas que les citoyens puissent marcher debout sans accepter la tutelle de leaders « héroïques » qui savent mieux que le peuple ce dont le peuple a besoin. Le cas de l'asservissement politique du système judiciaire au Venezuela est particulièrement criant. C'est un des principaux instruments de contrôle autoritaire de la société, et Noam Chomsky lui-même, pourtant initialement très proche du gouvernement bolivarien, a admis qu'« *il n'y a pas de garantie de jugement juste et impartial* » sous le régime de Chávez⁵.

Il est aujourd'hui assez difficile d'exercer ouvertement un pouvoir dictatorial dans nombre de pays, y compris dans les pays du Sud. On voit donc se développer une série de techniques de gouvernance autoritaire « modulaires », à géométrie variable, qui cohabitent souvent avec un électoralisme frénétique et sont largement indépendantes de la coloration idéologique officielle de tel ou tel régime. D'où la ressemblance étonnante de nombre de pratiques institutionnelles (ou anti-institutionnelles) du

gouvernement bolivarien avec celles d'un régime comme celui de Viktor Orbán en Hongrie, par exemple. Aucune « réduction de la pauvreté » ne justifie qu'on ferme les yeux sur cette dynamique perverse, qui est par ailleurs parfaitement adaptée à l'insertion « modernisée » – mais toujours sur une base primo-exportatrice et néo-dépendante – de certains pays périphériques dans une mondialisation capitaliste aujourd'hui multipolaire. Tout cela va bien au-delà du cas finalement anecdotique de Chávez et du Venezuela et mériterait une analyse comparée beaucoup plus profonde, mais je crains que la gauche radicale soit encore trop attachée à ses mythes et à ses fétiches pour être capable de porter sur ce phénomène un regard lucide, ou même pour simplement commencer à le percevoir. ■

NOTES

1. Cf. Javier Corrales et Michael Penfold, *Dragon in the Tropics. Hugo Chávez and the Political Economy of Revolution in Venezuela*, Washington, Brookings Institution, 2011, fig. 2-1, p. 25.
2. Taller de alto nivel : « El nuevo mapa estratégico », 12-13 novembre 2004, <http://sala.clacso.org.ar/gsd/collect/chavez/index/assoc/HASH01b5/30336825.dir/doc.pdf>.
3. Période correspondant à deux échéances électorales majeures : le référendum révocatoire du 15 août 2004 et le scrutin présidentiel du 3 décembre 2006.
4. Non seulement Hugo Chávez a apporté un soutien inconditionnel à Mouammar Kadhafi et Bachar Al-Assad, mais la propagande bolivarienne met souvent en cause l'authenticité des autres soulèvements arabes, les considérant comme manipulés dès le départ par Washington au service de ses visées hégémoniques au Moyen-Orient.
5. Cf. Beatriz Lecumberri, *La revolución sentimental : viaje periodístico por la Venezuela de Chávez*, Caracas, Puntocero, 2012, p. 266.

EXTRAIT : L'ÉTAT MAGIQUE ET LE SORCIER MAGNANIME

Il n'y a jamais eu beaucoup de salles de théâtre dans ce pays. À quoi bon ? La structure du pouvoir a toujours été notre meilleure scène. D'où sortons-nous nos institutions publiques, d'où sort notre conception de l'« État » ? D'un chapeau. D'un banal tour de prestidigitacion. L'apparition du pétrole comme industrie a créé au Venezuela une espèce de cosmogonie. L'État a rapidement acquis un profil « providentiel ». Il est passé d'un type de développement lent, comme tout ce qui se rapporte à l'agriculture, à un type de développement « miraculeux » et spectaculaire. Un candidat qui ne nous promet pas le paradis commet un suicide politique. Pourquoi ? Parce que l'État n'a rien à voir avec notre réalité. L'État est un sorcier magnanime. Le pétrole est un phénomène fantastique, et par conséquent il pousse à la fantaisie. L'annonce que nous

étions un pays pétrolier a créé au Venezuela l'illusion du miracle. La richesse pétrolière a eu la force d'un mythe. Betancourt, Leoni et Caldera¹ ne sont pas allés assez loin dans ce « rêve vénézuélien », en raison des contraintes budgétaires. Nous étions riches, mais pas suffisamment. Mais Carlos Andrés Pérez² est arrivé, et nous lui devons la formule qui allait nous définir. Nous étions en train de construire le « Grand Venezuela ». Pérez n'était pas un président, mais un magicien. Un magicien capable de nous propulser dans une sphère d'illusion susceptible de faire pâlir, par comparaison, les fanfaronnades du dictateur Pérez Jiménez [1952-1958]. Pérez Jiménez décréta le rêve du Progrès. Bien entendu, le pays ne progressa pas, il se contenta d'engraisser. Le gouvernement de Pérez Jiménez fut une première, celui de Carlos Andrés Pérez une reprise.

José Ignacio Cabrujas (1937-1995), homme de gauche, humoriste et dramaturge vénézuélien, cité in Fernando Coronil, *El Estado mágico. Naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Nueva Sociedad/CDHC-UCV, 2002.

1. Présidents de la République dans les années 1960 et 1970.
2. Carlos Andrés Pérez, dit CAP (1922-2010), est un dirigeant historique du parti social-démocrate vénézuélien Action démocratique, président de la République de 1974 à 1979 et de 1989 à 1993. Bien que Chávez en ait fait son ennemi juré et le symbole de tout ce qu'il juge exécutable dans l'ancien régime, nombre d'analystes soulignent des ressemblances frappantes entre le style de *leadership* et les politiques économiques et sociales du colonel bolivarien et ceux du premier mandat de CAP, le tout à chaque fois dans le cadre d'un boom pétrolier exceptionnel.